

Réseau parlementaire international

Appel sur l'OMC lancé à l'occasion de la réunion de Cancún

vendredi 9 septembre 2005, par [Réseau parlementaire international \(RPI\)](#) (Date de rédaction antérieure : 8 septembre 2003).

Nous, parlementaires présents à la réunion du Réseau Parlementaire Mondial à l'occasion de la réunion ministérielle de l'OMC à Cancun, constatons à nouveau que l'OMC, loin de contribuer à réduire les profonds déséquilibres sociaux économiques et environnementaux générés par le système commercial international, contribue à leur aggravation parce qu'elle poursuit invariablement son agenda de privatisation et de liquidation du rôle des Etats comme régulateurs de l'économie.

La Cinquième Conférence de l'OMC s'ouvre sous le signe de la crise des systèmes internationaux de concertation. Il y a peu nous avons assisté à l'échec de l'ONU qui n'a pu éviter la guerre en Irak, etc...). Sur le terrain économique, nous assistons à l'échec symbolisé par la main-mise de l'OMC, le Fond monétaire international et la banque mondiale qui approfondissent les inégalités au lieu de contribuer à les résorber. Ces politiques ont des expressions particulières sur chaque continent. Ici en Amérique latine, nous constatons que l'ALCA suscite une grande opposition de la part des mouvements sociaux parce que ceux-ci considèrent que cette initiative a pour but de renforcer encore le pouvoir des entreprises transnationales et de réduire le pouvoir des Etats de leur imposer des règles nécessaires. Les gouvernements ne peuvent faire la sourde oreille à ces contestations, et il est indispensable qu'ils organisent de véritables concertations sur ces sujets avec les secteurs concernés. Nous nous opposons à ce que l'on continue à imposer des règles commerciales aux pays en développement et aux secteurs pauvres des pays développés, qui mènent à un approfondissement des inégalités, la dépendance, la destruction des cultures et de l'environnement.

Nous estimons que les gouvernements représentés à Cancun ne peuvent être indifférents à cette clameur qui se fait entendre avec une force particulière ces jours-ci, à Cancun et dans le monde entier, en faveur d'un système commercial international fondé sur des valeurs de justice, de dignité humaine et de solidarité entre les peuples, de souveraineté alimentaire, tous principes ignorés par l'OMC et par ceux qui la promeuvent.

C'est pourquoi, nous lançons un appel ferme aux Gouvernements pour qu'ils réorientent le système commercial international, et comme premier pas, qu'ils acceptent les dix points contenus dans la Déclaration sur la Cinquième Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, organisée par le Réseau Parlementaire Mondial, ci-jointe, qui a été signée par des parlementaires de nombreux pays et que nous rendons publique aujourd'hui à Cancun.

Nous demandons que l'on accorde toute l'importance qu'elles méritent ; à la déclaration de Dakkha des pays les moins avancés, à l'appel de plus de soixante pays en développement qui s'opposent à l'inclusion de nouveaux thèmes de négociation à l'OMC, et la réponse de 20 pays au compromis sur l'agriculture passé récemment entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Nous annonçons que nous allons approfondir notre action concertée afin de construire des

alternatives au néolibéralisme, en renforçant notre relation avec les mouvements sociaux.

D'ores et déjà, nous convoquons le IV Forum Parlementaire Mondial qui aura lieu à Bombay à la mi-janvier, et que nous préparons avec nos collègues parlementaires d'Inde. Nous proposons comme agenda initial les thèmes suivants :

- la souveraineté alimentaire, les brevets, ...
- les inégalités, la construction de nouvelles solidarités internationales
- la guerre, la gouvernance mondiale.

Nous lançons un appel aux parlementaires des différents continents pour qu'ils organisent des Forums parlementaires régionaux dans les différentes régions du monde.